

À PROPOS DE

RÉFLEXIONS ÉPARSES
SUR L'ITALIE POLITIQUE CONTEMPORAINE,
DE JULIEN GIUDICELLI¹

Par Adrien MONAT

Maître de conférences en droit public
Sciences Po Saint-Germain-en-Laye -CYU Cergy Paris Université
Laboratoire d'études juridiques et politiques (EA 4458)

Julien GIUDICELLI livre, avec *Réflexions éparées sur l'Italie politique contemporaine*, un recueil d'analyses incisives et documentées. Son commentaire politique chevauche une analyse juridique et historique savante. La lecture de l'ouvrage incite le lecteur à dépasser les urgences des commentaires atomisés du quotidien, pour comprendre les dynamiques profondes du système politique transalpin, et pour nourrir une réflexion au sujet d'autres pays mus par des logiques voisines. L'ouvrage offre à cet effet de nombreux parallèles entre l'Italie et la France. L'auteur réunit ainsi une série d'articles publiés sur une dizaine d'années, dans différents supports, avec le souci d'en proposer une lecture cohérente. Trois grands axes se dessinent au fil des pages : d'abord une réflexion sur les mutations partisans de l'Italie, ensuite une mise en lumière des dynamiques institutionnelles, enfin une attention portée aux figures politiques et aux manières de gouverner, notamment à travers les stratégies de communication.

L'évolution partisane, d'abord, retient particulièrement l'attention de Julien GIUDICELLI. Il suit l'effacement progressif des repères traditionnels de structuration de la vie politique ainsi que les apories d'une gouvernance dite technique, plus attachée à un pragmatisme économique et à une efficacité administrative qu'à des idéaux politiques qui ordonnait de manière claire et obvie le théâtre de la République italienne jusqu'aux années quatre-vingt². L'auteur analyse également la montée en puissance de formations populistes hétéroclites et l'affirmation d'une droite radicale dont le moment décisif que constituèrent les mandats de Silvio BERLUSCONI³ a précédé une structuration contemporaine autour du parti *Fratelli*

¹ Paris, L'Harmattan, coll. « Droit comparé », 2024, 169 p.

² « Le gouvernement technique ou la démocratie sans le peuple », p. 63 et s.

³ « Berlusconi, bouffonnerie ou métaphore ? », p. 47 et s.

*d'Italia*⁴. L'idée de désenchantement collectif, subi, apparaît particulièrement dans le tracé historique de la disparition du parti communiste italien⁵ et de l'éclatement des partis de gauche⁶. L'auteur se demande « *Quel curseur permet de situer une politique à gauche ou à droite de l'échiquier politique* »⁷ en utilisant une méthode historique pour y répondre.

L'ouvrage incite ainsi à observer l'Italie comme un laboratoire politique pour l'Europe. Au-delà d'une analyse des clivages partisans, il offre des clefs d'entrée vers des problématiques communes à de nombreux États européens. Il en va ainsi de la question migratoire en Italie, en France, et plus largement en Europe⁸.

Le volet institutionnel n'est par ailleurs pas absent du livre. Entre autres thèmes, Julien GIUDICELLI revient sur les réformes électorales, notamment celle de 1993⁹, et plus généralement sur les enjeux et les doutes dont est la proie la représentation nationale italienne. Il met par exemple en parallèle les critiques classiques à l'endroit de la démocratie représentative et celles qui grèvent les gouvernements dits techniques, en les examinant tels des moyens de dépossession du politique¹⁰. À travers ces analyses se dessine une interrogation sur la solidité du régime, son caractère démocratique et sa capacité à saisir les rapports de solidarité qui innervent la société, dans sa réalité comme dans certaines de ses aspirations. Par exemple, Julien GIUDICELLI relève incidemment, dans l'ensemble de l'ouvrage, le rôle du président de la République comme figure d'une stabilité fragile des institutions.

Les deux premiers axes de l'étude se répondent et invitent à s'interroger ainsi : que devient une démocratie lorsque les partis politiques se décomposent, que les institutions s'adaptent mal, et que la confiance populaire se délite ? Julien GIUDICELLI ne cède jamais au pessimisme facile, mais trace avec précision les lignes de fracture du régime italien.

On regrettera peut-être que la question territoriale, pourtant structurante en Italie, soit traitée de manière moindre. Elle affleure à plusieurs reprises, à des moments décisifs pour comprendre les réactions localisées à l'immigration¹¹ ou encore les inégalités entre le nord et le sud de l'Italie¹². Une réflexion plus marquée

⁴ « Montée de l'extrême droite italienne et politique migratoire : appréhensions juridique et politique », p. 83 et s. ; « Voyage aux *Estremi*. Invariants des extrêmes droites italienne et française », p. 93 et s.

⁵ « Une histoire de la fin du parti communiste italien : le passé d'une espérance (1921-1991) », p. 15 et s.

⁶ « La Gauche contre elle-même ? », p. 29 et s.

⁷ *Ibid.*, p. 40.

⁸ « Montée de l'extrême (...) », *op. cit.*

⁹ « Berlusconi, (...) », *op. cit.*, p. 52 et s.

¹⁰ « Le Gouvernement technique ou la démocratie sans le peuple », p. 65 et s.

¹¹ « De la bête politique à *La Bestia* numérique. L'utilisation des réseaux sociaux par Matteo Salvini et la Ligue », p. 77 et s. ; « Montée de l'extrême (...) », *op. cit.*, p. 83 et s.

¹² « Une histoire de la fin (...) », *op. cit.*, not. p. 17 et s.

sur l'État régional, ce « *troisième type d'État* » pensé par Gaspare AMBROSINI¹³, ou sur un État à base fédérale, animé par un fédéralisme inachevé, tel que théorisé – notamment – par Sergio ORTINO plus récemment¹⁴, aurait apporté un précieux fil conducteur. Elle aurait en effet permis d'unifier plusieurs analyses institutionnelles, notamment celles portant sur la représentation parlementaire – en particulier au Sénat –, tout en donnant un retentissement institutionnel plus fort aux réalités sociales et politiques décrites. Elle aurait aussi éclairé la difficulté à forger des mentalités politiques communes dans un pays dont l'être est structurellement pluriel à défaut d'être divisé, et où l'idée de nation, bien que forte et souvent exaltée de nos jours, demeure friable face aux ancrages territoriaux.

Plutôt qu'un reproche véniel, il convient de voir dans cette critique le signe d'un autre possible. L'approche choisie, plus « *impressionniste* »¹⁵, plus politique et historique, permet une lecture efficace et directe. Cette cohérence se vérifie d'ailleurs dans d'autres travaux de Julien GIUDICELLI, notamment ses interventions dans *La Lettre d'Italie*.

L'auteur explicite par ailleurs, à juste titre, les stratégies électorales et le rôle primordial de la communication dans la vie politique italienne contemporaine. Il souligne notamment combien les années BERLUSCONI ont inauguré une pratique du *storytelling* et de personnalisation du pouvoir, qui a perduré, s'est érigée en méthode durable, adaptée par la suite à l'envi par de nombreux acteurs¹⁶. L'analyse intègre également les évolutions plus récentes, en mettant en lumière l'utilisation des réseaux sociaux comme outil central de conquête électorale pour Matteo SALVINI. L'auteur ne se contente pas d'en faire le constat, il en souligne aussi les dérives, notamment en matière de données personnelles, dans une approche inspirée par la pensée gramscienne¹⁷.

Loin de se cantonner à une étude abstraite des structures ou à une approche idéalisée du jeu institutionnel, cette perspective donne la chair autour du squelette précédemment dessiné pour tracer le portrait d'une politique italienne vivante et mouvante – celle d'un corps traversé de forces et de tensions, et non celle d'un objet figé scruté par un analyste froid, dont le purisme méthodologique empêcherait de rendre compte de la complexité réelle. Les chutes des gauches, le moment BERLUSCONI, le mouvement Cinq Étoiles, ou la montée des coalitions des droites sont ainsi replacés dans une continuité générale.

Le travail consacré aux « *invariants des extrêmes droites italiennes et françaises* » retient particulièrement l'attention, tant il entre en résonance avec les enjeux politiques d'aujourd'hui¹⁸. Julien GIUDICELLI y propose une analyse comparative entre la France et l'Italie, en soulignant les croisements historiques

¹³ « Un tipo intermedio di Stato fra l'unitario e il federale caratterizzato dall'autonomia regionale », *Rivista di diritto pubblico*, 1933, p. 92 et s.

¹⁴ *Introduzione al diritto costituzionale federativo*, Giapichelli, 1993, not. p. 241 et s.

¹⁵ « Introduction », p. 13.

¹⁶ « Berlusconi (...) », *op. cit.*

¹⁷ « De la bête politique à (...) », *op. cit.*

¹⁸ « Voyages aux *Estremi* (...) », *op. cit.*

entre les mouvements nationalistes des deux pays, à commencer par les liens précoces entre le MSI italien et le Front national français¹⁹.

L'auteur prend le parti de refuser l'usage du vocable « populisme », considéré comme une catégorie vague, davantage mobilisée pour discréditer que pour qualifier précisément un objet. Pour autant, elle peut constituer une catégorie heuristique utile dès lors qu'elle permet de penser une conception antagoniste du politique et du droit constitutionnel, ce que Julien GIUDICELLI remarque d'ailleurs dans son analyse des écrits de Carl SCHMITT et Julien FREUND. La politique devient alors l'expression d'un conflit entre un « nous » – peuple réputé authentique – et un « eux » – composés d'élites dévoyées. Cette logique se double d'un appel constant à la démocratie directe, notamment *via* des mécanismes référendaires, censés revivifier la souveraineté populaire. Le refus de l'utilisation du terme de « populisme » n'est donc pas sans susciter de débats doctrinaux²⁰.

L'auteur préfère éclairer la dynamique des partis de droite radicale par un choix épistémologique assumé : celui d'une continuité idéologique marquée par un rapport conservateur ou réactionnaire à l'histoire, fondé sur le refus des ruptures paradigmatiques, particulièrement celle de la Révolution française, perçue comme une dégénérescence d'un passé qu'il convient de préserver ou de refaire naître lorsqu'il a déjà disparu. Cette méthodologie constitue un choix cohérent avec l'ensemble de l'ouvrage qui privilégie une lecture des dynamiques politiques à partir de leurs racines historiques et culturelles, sans pour autant ignorer la structure constitutionnelle du pouvoir. Julien GIUDICELLI montre ainsi comment cette posture conduit à valoriser un passé idéalisé où le peuple serait pur, enraciné, homogène, attaché et possesseur d'une terre immuable et promise. L'auteur met ainsi en lumière un discours d'extrême droite traversé par des logiques constantes, invariantes : malgré des évolutions et des formes contemporaines inédites, il suit invariablement un schéma d'exclusion, en désignant des boucs émissaires tenus pour responsables de désordres sociaux que l'État devra éteindre par sa transformation²¹.

L'ensemble forme un ouvrage de grande qualité, utile pour les juristes, les politistes, et plus largement pour quiconque s'intéressant à la démocratie contemporaine. C'est à ce titre que l'ouvrage mérite d'être salué et discuté. Il constitue une clef de lecture précieuse pour qui veut comprendre l'Italie, et sans doute bien davantage.

¹⁹ *Ibid.*, p. 113 et s.

²⁰ *Ibid.*, p. 97 et s.

²¹ *Ibid.*, p. 104 et s.